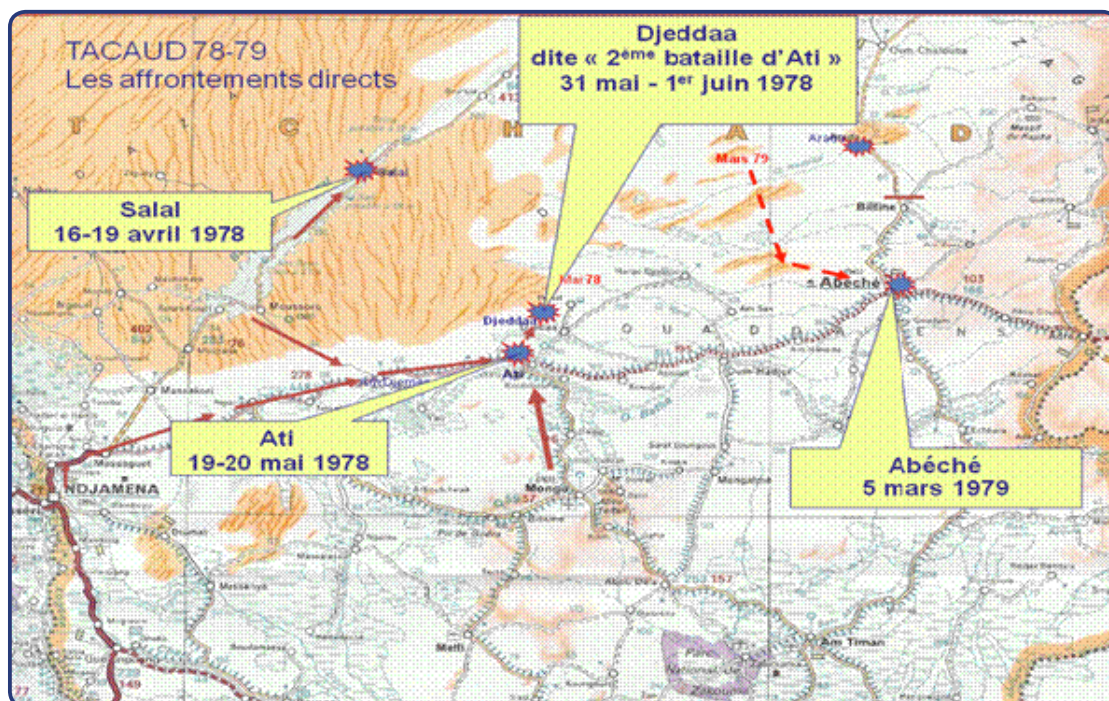


## Opération Tacaud : guerre indirecte face à Kadhafi

Figurant parmi les premières colonies françaises à rallier la France Libre en 1940, le Tchad entretient avec notre pays des relations très étroites et s'est imposé depuis plusieurs décennies comme un pivot essentiel de l'action de la France sur le continent africain. L'ampleur des rébellions septentrionales, fortement teintées d'islamisme, monte en puissance entre 1963 et 1968. L'action du front de libération national du Tchad (FROLINAT) en particulier, dès sa création en 1966, focalise l'attention. Le rapport de forces inquiète rapidement les autorités tchadiennes car face aux 1 500 combattants du FROLINAT, l'armée régulière n'aligne que 1 850 soldats professionnels et une garde nomade de 2 500 hommes.



Carte issue du livre d'Yves Cadiou, *Opex Tacaud, Tchad 1978*. (Croquis de Gildas Sannic, Amicale du 3<sup>e</sup> RIMA).

La combativité et la qualité opérationnelle de cet ensemble hétéroclite ont alors de quoi inquiéter le président Tombalbaye, qui se résout à demander l'aide militaire de la France en août 1968. Ajoutons que les preuves tangibles d'un soutien significatif des rebelles par les forces libyennes du colonel Mouammar Kadhafi, ne sont alors pas de nature à équilibrer l'équation stratégique du leader tchadien.

Après quelques hésitations, les autorités françaises décident de confier au général de division Cortadellas la mise sur pied d'une force sous l'autorité d'un état-major franco-tchadien. C'est tout naturellement le 6<sup>e</sup> régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM), alors basé à Fort-Lamy dans le cadre des accords de défense, qui se voit confier l'ossature de la force terrestre de cette opération qui prend le nom de *Limousin*. Avec plus de 2 000 hommes engagés, cette opération est alors la plus vaste depuis la fin des combats d'Algérie. Lorsque *Limousin* s'achève au printemps 1972, 39 soldats français sont tombés au champ d'honneur et 102 ont été blessés.

Malgré le sérieux coup d'arrêt qui vient de lui être porté, le FROLINAT revient à la charge au milieu des années 1970 et c'est dans ce contexte instable que le 13 avril 1975, un coup d'État militaire évince le président Tombalbaye, qui est assassiné et remplacé par le général Malloum.



Insigne du 3<sup>e</sup> RIMA.  
Collection particulière.



Le lieutenant Rocand avec la gazelle « mascotte » du groupement Phénix, février-mars 1980. Marc-André Desanges, ECPAD.

Il ne peut que constater, lui aussi, ses faiblesses et demande à nouveau l'intervention de la France qui accepte en 1978 de « remettre le couvert » au Tchad dans le cadre de l'opération *Tacaud 1* qui voit se déployer unités de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine et de la 11<sup>e</sup> division parachutiste, soutenues par des appareils de l'armée de l'Air et de l'aéronavale. Tandis que les combats font rage contre les rebelles au Nord et à l'Est du pays, l'instabilité politique augmente et Hissène Habré, premier ministre, finit par rompre avec le régime du général Malloum.

Avec ses forces armées du Nord (FAN), Habré s'engage dans une guerre civile mais ne parvient pas à s'emparer du pouvoir qui échoit finalement à Goukouni Oueddei. Ce-dernier dirige les forces armées populaires (FAP) opposées aux FAN et au régime de Tombalbaye. Appuyé par la Libye de Kadhafi, il évince Habré tandis que les forces françaises sont dans un premier temps déstabilisées par cette ingérence d'un État tiers et s'en tiennent à une difficile neutralité. Rapidement toutefois, elles remportent victoires sur victoires face au FROLINAT lors d'engagements toujours plus violents.

Dans la nuit du 18 au 19 mai, un message en provenance de la gendarmerie d'Ati rend compte que la ville a été prise par les rebelles en fin d'après-midi du 18. Une reconnaissance aérienne par deux avions Jaguars n'y décele pourtant rien. Cependant, après analyse des photos rapportées par les deux appareils, il est clair que la ville est tenue par un fort parti adverse, équipé d'armes lourdes dont des bitubes de 14,7 millimètres et des jeeps avec canon de 106 millimètres sans recul.



Au Tchad, une patrouille conjointe entre le 1<sup>er</sup> REC et la gendarmerie tchadienne s'arrête dans un village de nomades, juin 1978. Roland Pellegrino, ECPA - ECPAD.

La base *Tacaud 4* à Mongo est mise en alerte et son détachement reçoit l'ordre de se porter sur Ati et d'y rechercher le contact avec l'ennemi. Plus à l'Ouest, le détachement blindé de Moussoro (1<sup>er</sup> escadron du 1<sup>er</sup> REC du capitaine Ivanoff) reçoit également la mission de foncer au plus vite vers Ati. Partis de Mongo, la 3<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine (RIMa) et ses 107 hommes, un groupe de combat du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes (REP), une section tchadienne renforcée de mortiers de 81 millimètres progressent vers l'objectif, renseignés par un avion Breguet-Atlantic.



Mascotte d'une unité du RICM pendant l'opération "Tacaoud", août-septembre 1978. Photographie inconnu, ECPAD.

Pour, atteindre Ati, ville dense s'étendant sur plus d'un kilomètre de part et d'autre de la route N'Djamena–Abéché, il faut franchir le lit de la rivière Batha, totalement nu, formant une coupure franche de 150 mètres que dominant en glacis les abords d'Ati. Le sous-groupe de manoeuvre bénéficie alors du soutien des Jaguars pour aborder la coupure. Alors que la section « jaune 3 » atteint le bord du Batha, un feu d'enfer se déclenche depuis la rive nord.

Obus de mortiers, rafales de mitrailleuses et coups de canons de 106 ciblent la section de l'adjudant Allouche. Il est midi lorsque ce sous-officier, jeune pied-noir de Marrakech, est touché mortellement. Sous les ordres du lieutenant-colonel Lhopitalier (2<sup>e</sup> REP), la riposte française est immédiate appuyée notamment par des avions Jaguars. Une heure d'échanges de feu très nourris entre les deux rives du Batha va ébranler les positions rebelles avant que l'ordre de l'assaut ne soit donné aux environs de 13h30. Le 20 mai, au lever du jour, rejoint la veille par le 1<sup>er</sup> escadron du REC, le détachement français pénètre dans Ati et constate que les rebelles ont évacué la ville, emportant leurs blessés. Le bilan ennemi est lourd : 80 cadavres laissés sur le terrain, 65 armes individuelles, 6 mitrailleuses, 1 mortier de 81 millimètres et un second de 120 millimètres, 1 bitube de 14,7 millimètres et un canon de 75 sans recul.



Insigne du 1<sup>er</sup> REC. Collection particulière.



Patrouille accompagnée d'un caméraman aux alentours du village de Sehabaya, février 1970, région de Batha, centre du Tchad. René-Paul Bonnet, ECPAD.

La bataille d'Ati marque le point clé de la seconde phase de l'opération *Tacaoud*. Malgré leurs pertes, les rebelles ne renoncent pas à poursuivre leur offensive vers le Sud. Les combats de Djedaa, à 50 kilomètres au nord d'Ati, menés également par le groupement du colonel Hamel, et les pertes à nouveau subies par l'ennemi, rétablissent ponctuellement le calme, permettant la mise en place d'un plan de réconciliation nationale et la signature d'une charte fondamentale. Mais fin décembre, la capitale devient l'enjeu de nouveaux affrontements entre les forces du président Malloum et celles d'Habré. La France doit alors contribuer à séparer les factions opposées.

Au mois de mars, une offensive est lancée pour le contrôle d'Abéché par des rebelles pro-libyens (Armée Volcan de Amhat Acyl). Le groupement *Hamel* et les forces tchadiennes anéantissent cette tentative lors de combats extrêmement durs. Mais en juillet 1979, les forces françaises sont contraintes de s'impliquer davantage pour éviter que la guerre civile ne détruise durablement le pays. La progression des rebelles et de leurs alliés libyens est endiguée et le 27 avril 1980, l'opération *Tacaoud* est considérée comme achevée.